



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 15/01/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IFF

2 avenue Cail
79500 Melle

Références : 0007206418/2025/14
Code AIOT : 0007206418

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement IFF implanté 2 Avenue Cail 79500 Melle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IFF
- 2 Avenue Cail 79500 Melle
- Code AIOT : 0007206418
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société IFF (DANISCO France) située à Melle est spécialisée dans la fabrication de produits biochimiques (polymères), à usage alimentaire ou technique, obtenus par fermentation industrielle. La société fabrique notamment la gomme de xanthane (polymère de sucre), qui est un texturant (E 415) utilisé dans l'industrie alimentaire ou pharmaceutique et dans l'industrie cosmétique.

Le site relève du régime de l'autorisation et est classé établissement Seveso Seuil Bas. L'exploitation des installations du site est notamment autorisée par arrêté préfectoral du 7 mars 2005 et par arrêtés préfectoraux complémentaires des 15 avril 2010, 6 janvier 2017, 30 juin 2021 et 5 juillet 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2025 plan de modernisation des installations industrielles - PMII
- Vieillessement (arrêté ministériel du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Recensement des MMRI soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
9	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Demande d'action corrective	2 mois
10	Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Demande d'action corrective	6 mois
11	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
12	Contenu dossier de suivi	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
2	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
3	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
4	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
6	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	démarche PMII		
7	Recensement des réservoirs soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
8	Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a identifié les installations et équipements de son site soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII). La traçabilité des contrôles réalisés ne permet pas de justifier qu'ils ont été effectués tels que demandés à l'article 29 de l'AM du 3/10/2010 et aux articles 6 et 8 de l'AM du 4/10/2010.. Il lui est ainsi demandé de compléter les dossiers de suivi, améliorer le formalisme de son plan d'inspection et mieux tracer les résultats de ce suivi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : L'exploitant indique que le recensement au titre de la réglementation du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) a été effectué en 2011 lors de l'entrée en vigueur des textes (arrêtés ministériels des 03 et 04/10/2010). À cette occasion, une liste des différents réservoirs du site a notamment été établie et n'a pas évolué depuis. D'après l'exploitant, trois réservoirs cylindriques aériens sont concernés par le PMII au titre de l'arrêté du 03/10/2010, aucun au titre de l'arrêté du 04/10/2010. L'exploitant précise qu'aucun nouveau produit n'a été stocké depuis et qu'un suivi volontaire est réalisé sur certains réservoirs, notamment celui contenant le saccharose, à l'instar des équipements sous pression. L'inspection des installations classées rappelle qu'en cas de stockage de nouveaux produits l'analyse devra être réalisée et tracée pour déterminer la soumission ou non au PMII.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la liste de ses équipements faisant l'objet d'un suivi volontaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none">- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. Sont exclus du champ d'application de cet article : <ul style="list-style-type: none">- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 18/11/2025 la liste de ses réservoirs aériens cylindriques relevant de la rubrique 4331 et soumis à l'arrêté ministériel du 03/10/2010. La liste mentionne pour chaque réservoir la phrase de risque R11 (correspondant à la mention de danger H225, liquides inflammables de catégorie 2). Cf. PDC n°7. L'exploitant indique qu'aucun réservoir du site ne relève de la section 1 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, la phrase de risque R11 de l'isopropanol stocké sur le site n'étant pas au nombre des phrases de risque listées à l'article 4-1, de même que la mention de danger H225.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,
- sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

L'exploitant indique qu'aucune capacité ou tuyauterie ne relève l'article 5 de la section 1 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (produits véhiculés non concernés par les phrases de risques ou mentions de danger visées à l'article précité).

Il précise que les tuyauteries ont un diamètre inférieur à 100 mm et que concernant la tuyauterie contenant l'acide sulfurique aucun scénario de gravité importante en cas de fuite n'a été identifié. D'après la matrice des risques majeurs présentée au chapitre 10.3 de l'EDD, aucun scénario retenu ne présente de gravité importante.

D'après l'exploitant, la tuyauterie d'acide sulfurique fait l'objet d'un suivi volontaire (suivi annuel en visuel et avec mesure d'épaisseur et le cas échéant, remplacement de portion de tuyauterie réalisé).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none">- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 18/11/2025 la liste de ses trois réservoirs aériens dont la capacité équivalente est supérieure à 10 m ³ (rubrique 4331) et soumis à l'arrêté ministériel du 03/10/2010. Les équipements associés à ces installations relèvent de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. L'exploitant explique à l'inspection que le suivi des réservoirs inclut les équipements associés et notamment les massifs, les cuvettes de rétention. Il précise également que les deux plus petits réservoirs sont situés dans la même cuvette de rétention (M1-4) et celui de 150 m ³ est placé dans sa propre cuvette (M1-5). Ces équipements n'ont pas leur propre dossier de surveillance au titre du plan de modernisation. Cf. PDC n°11.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Recensement des MMRI soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, MMRI
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un « établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement ». Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de

l'environnement.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant ne dispose pas d'une liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) mise en œuvre sur son site et indique ne pas avoir identifié de MMRI. L'exploitant précise que le PHA (analyse des risques liés) permet le suivi des équipements du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit la liste de ses MMR, y compris les MMRI le cas échéant. Il vérifie le cas échéant si des MMRI sont soumises à l'arrêté ministériel du 04/10/2010, notamment en se référant à la grille de criticité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : L'établissement est une installation classée soumise à autorisation notamment au titre de la rubrique 4330 et est donc soumis à l'arrêté ministériel du 03/10/2010.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recensement des réservoirs soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 03/10
Prescription contrôlée : 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 18/11/2025 la liste de ses réservoirs aériens relevant de la rubrique 4331 et soumis à l'arrêté ministériel du 03/10/2010. Il s'agit de trois réservoirs d'isopropanol. La liste mentionne pour chaque réservoir l'identification de l'équipement, la nature du produit stocké, le volume, la phrase de risque R11 (correspondant à la mention de danger H225, liquides inflammables de catégorie 2).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Examen d'un dossier de réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 03/10
Prescription contrôlée : Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles : <ul style="list-style-type: none">- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;- volume du réservoir ;- matériaux de construction, y compris des fondations ;- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;- dates, types d'inspection et résultats ;- réparations éventuelles et codes utilisés. Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : À la demande de l'inspection, l'exploitant présente les dossiers de suivi de ses trois réservoirs d'isopropanol : <ul style="list-style-type: none">- X1-93060 (53 m³),- X1-86070 (150 m³),- X1-81000 (34 m³). L'exploitant indique qu'il dispose également d'une version informatique de ces dossiers de suivi. L'inspection examine le dossier du réservoir X1-86070 qui contient :

- le rapport d'inspection de première mise en service daté du 18/11/2019 qui mentionne notamment le volume du réservoir, le matériau de construction. L'exploitant précise que ce bac n'a pas de revêtement interne,
- le dossier constructeur référencé n° 06-17 comprenant la note de calcul, le code de construction. Il est mentionné l'épreuve hydraulique, mais sans présence du procès-verbal. L'exploitant indique que l'épreuve n'a pas été réalisée,
- les comptes-rendus de visite de routine (daté du 14/11/2025 et du 26/11/2024) qui incluent la vérification du massif.

L'exploitant précise que le bac de 150 m³ n'a stocké que de l'isopropanol et n'a pas fait l'objet de réparation depuis sa mise en service.

Pour les deux autres bacs plus anciens, l'exploitant explique qu'il ne dispose pas du dossier de construction et que les informations relatives à ces équipements ont été récupérées sur les plaques et reportées dans la fiche « Plan de modernisation ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 03/10

Prescription contrôlée :

29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

Constats :

À la demande de l'inspection, l'exploitant présente le plan d'inspection spécifique du réservoir X1-86070 de 150 m³ qui décrit notamment :

- les caractéristiques de l'équipement (matériau non précisé),
- les conditions de service (dont le produit contenu),
- les types de visites prévues (de routine, externe et complète) et leur fréquence.

L'exploitant s'appuie sur le guide *d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux* (guide technique DT94) pour réaliser les inspections, toutefois, la fiche d'inspection présentée ne détaille pas les différents contrôles à réaliser pour chaque type de visite.

L'exploitant précise que les visites de routine sont faites annuellement en interne par le référent inspection.

L'exploitant présente les comptes-rendus des deux dernières visites de routine (dénommée visite externe) du réservoir X1-86070 datés respectivement des 26/11/2024 et 14/11/2025. Certains points

de contrôle prévus au guide DT 94 ne sont pas repris dans ces comptes-rendus qui ne constituent qu'une synthèse de la visite.

L'exploitant précise que le remplacement des couronnes d'arrosage des bacs a été réalisé (arrosage du toit et de la robe) et que ces équipements de sécurité sont testés trimestriellement. Le résultat de ces tests ne sont pas tracés dans le cadre du suivi PMII.

L'inspection demande à consulter le programme d'inspection du réservoir examiné. Celui-ci doit notamment indiquer la date du dernier contrôle et celle du prochain contrôle. L'exploitant présente un tableau sous format numérique dédié au suivi des équipements regroupant les équipements sous pression (ESP), les réservoirs suivis au titre du PMII, ainsi que d'autres équipements non ESP.

Les trois bacs apparaissent dans ce tableau. Pour le réservoir X1-86070, la dernière visite recensée date de 2024 (visite quinquennale) et la prochaine visite est prévue en 2029 (visite décennale).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant détaille la fiche d'inspection en complétant la grille avec l'ensemble des points prévus au guide DT 94 et trace l'ensemble des interventions (notamment le remplacement des couronnes d'arrosage et leurs tests).

De manière plus générale, l'exploitant s'assure que, pour chaque type d'inspection (visite de routine annuelle, inspection externe en exploitation quinquennale et, inspection hors exploitation décennale), l'ensemble des contrôles exigés par le DT94 sont réalisés.

L'exploitant fait apparaître les visites de routine dans son programme d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – rapport inspection 03/10

Prescription contrôlée :

29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la

criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

Constats :

À la demande de l'inspection, l'exploitant présente, pour le réservoir X1-86070 :

- le rapport de la dernière visite de routine daté du 14/11/2025. Le rapport ne mentionne pas d'anomalie,
- le rapport de visite externe du 24/11/2024 réalisé par le référent inspection. L'exploitant précise que cette visite a été plus poussée que la visite de routine et qu'elle correspond à l'inspection externe en exploitation réalisée au moins tous les cinq ans. Des mesures d'épaisseur ont été réalisées par sondage lors de cette inspection. Le rapport ne mentionne cependant pas tous les points de vérification tels que prévus au point 6.2 du guide DT 94 et à l'article 29-3 de l'AM du 3/10/2010, notamment les relevés de mesures. L'exploitant indique qu'il a réalisé les contrôles conformément à ces points, sans pouvoir tous les justifier, et qu'il dispose des équipements utiles sur le site pour les effectuer.

Le référent Inspection ne dispose pas de formation ou habilitation spécifique pour la réalisation de ces visites.

L'inspection rappelle que conformément à l'article 29-6 de l'AM du 3/10/2010 :

- « Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées :
- par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé du développement durable ; ou
 - par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de la sécurité industrielle pour toutes les activités de contrôle citées à l'article L. 557-28 du code de l'environnement ; ou
 - par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ; ou
 - sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa. »

Le réservoir X1-86070 a été mis en service en 2019 et n'a donc pas encore fait l'objet d'une visite hors exploitation détaillée, la première visite décennale est prévue en 2029 (cf point de contrôle précédent).

Le jour de la visite, l'inspection a constaté une peinture anti-rouille sur la jupe du réservoir X1-81000. L'exploitant indique que l'épaisseur de la jupe n'est pas mesurée.

Le jour de la visite, l'état du réservoir X1-86070 n'appelle pas d'observation particulière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant joint au dossier de suivi du réservoir X1-86070 les résultats de mesure, et particulièrement ceux du contrôle quinquennal qui doivent porter sur :

- la verticalité, la rotondité et le tassement du réservoir ;
- le contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond.

De manière générale, l'exploitant joint au dossier de suivi des réservoirs PM2I les comptes-rendus des inspections réalisées. Ces derniers doivent comprendre les résultats l'ensemble des contrôles demandés à l'article 29 de l'AM du 3/10/2010 et doivent être conclusifs.

Ainsi, conformément à l'article 29-43 de l'AM du 3/10/2010, l'exploitant justifie que l'inspection externe détaillée réalisée le 24/11/2024 sur le réservoir X1-86070 *permet de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date de la prochaine inspection*. S'il n'est pas en mesure de le justifier, l'exploitant réalise les contrôles nécessaires et met en place, le cas échéant, les actions correctives, afin de pouvoir transmettre l'attestation à l'Inspection.

Pour les deux autres bacs (X1-93060 et X1-81000), l'exploitant justifie également que la dernière inspection menée (quinquennale ou décennale) *permet de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date de la prochaine inspection*.

L'exploitant établit une liste nominative du personnel interne qualifié conformément au point 9 du guide DT 94. Le cas échéant, le personnel en charge de la vérification quinquennale suit les formations qualifiantes.

En cas de recours à un prestataire, l'exploitant vérifie que celui-ci est bien habilité pour les différents types de contrôles à réaliser.

L'exploitant justifie qu'il est conforme au point 29-6 de l'AM du 3/10/2010.

L'exploitant trace l'ensemble des travaux et interventions effectués sur les réservoirs et équipements dans le dossier de suivi, y compris les travaux de nettoyage et d'entretien type peinture. Il ajoute dans le plan d'inspection du réservoir X1-81000 la vérification de la jupe du réservoir. Un contrôle de l'épaisseur de la jupe doit être effectué.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

L'exploitant indique qu'il applique le guide DT92 relatif à la surveillance des ouvrages de génie civil et structures pour le suivi des cuvettes de rétention et massifs de son site. Ces équipements ne disposent pas de leur propre dossier de suivi au titre du PMII, en particulier, ces ouvrages ne disposent pas d'état initial. L'exploitant indique que leur suivi est tracé au sein du dossier de suivi du réservoir correspondant et qu'ils sont contrôlés tous les ans, mais sans formalisation des modalités de contrôle.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté dans la cuvette de rétention M1-4 des travaux de réparation. L'exploitant indique qu'ils ont été faits en 2024, mais ne sont pas mentionnés dans le dossier de suivi relatif à cette cuvette. Concernant la présence de mousse entre le réservoir X1-93060 et son massif, l'exploitant précise que le nettoyage des mousses entre ces deux parties est effectué au moins une fois par an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article 6 de l'AM du 4/10/2020, l'exploitant réalise un état initial des ouvrages soumis au PM2I, à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

L'exploitant formalise le dossier de surveillance de ses ouvrages de génie civil et structures en se conformant au guide DT 92, en particulier son annexe 2 qui détaille son contenu (fiche descriptive et dossier technique).

L'exploitant trace l'ensemble des travaux et interventions effectués sur les équipements dans le dossier de suivi, y compris les travaux de nettoyage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Contenu dossier de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8

Thème(s) : Actions nationales 2025, dossier de suivi 04/10

Prescription contrôlée :

L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :

- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;
- les règles de réalisation de l'état initial ;
- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;
- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement

(modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;

- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de [l'arrêté du 26 mai 2014](#) relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement.

Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

Constats :

L'exploitant présente les fiches de surveillance :

- de la cuvette M1-5 du réservoir X1-86070 (réservoir de 150 m³) en date du 14/11/2025 qui mentionne notamment la vérification de l'ouvrage, de son étanchéité, de son dispositif de vidange, mais n'indique pas sur le niveau des désordres constatés (D1 à D3P selon le guide DT 92) et ne conclut pas sur la classe d'état de l'ouvrage,
- de la cuvette M1-4 des réservoirs X1-81000 (réservoir de 34 m³) et X1-93060 (réservoir de 53 m³) en date du 14/11/2025 qui mentionne un niveau de désordre D1 pour son étanchéité (béton et joints dégradés), mais sans décrire les désordres observés. L'action corrective est précisée (pose de bandes de toile et résine au niveau des joints),
- des fondations du réservoir X1-86070 (réservoir de 150 m³) en date du 14/11/2025 qui mentionne notamment la vérification de la fondation du réservoir mais ne conclut pas sur la classe d'état de l'ouvrage.

Les fiches de surveillance ne mentionnent pas de validation des niveaux de désordres relevés et la validation du classement d'ouvrage.

En l'état, les contrôles effectués sur les cuvettes de rétention ne répondent pas à la méthodologie développée dans le DT92. Il s'agit d'une non-conformité à la réglementation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 6 mois, l'exploitant se met en conformité sur les points suivants. À défaut, une mise en demeure sera proposée à M. Le Préfet :

Pour chacun des ouvrages, et conformément à l'article 8 de l'AM du 4/10/2010, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été

établis ;

- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Pour rappel, l'exploitant ayant choisi de s'appuyer sur le DT92, il doit dérouler la méthodologie décrite dans ce guide. Le DT92 est opposable.

Ainsi, l'exploitant contrôle les ouvrages du site soumis au PM2I conformément au DT92. Il transmet à l'Inspection les résultats de des contrôles et les éventuelles suites à donner.

L'exploitant attribue une classe d'état à ses ouvrages (à minima D1, même si tout est conforme), qui sera validée par un service compétent et/ou une personne compétente (de préférence différent de l'agent en charge des visites).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

